



**« L'avenir du Canada et l'avenir des relations canado-américaines »**

**Discours de l'honorable Jim Prentice, C.P., C.R.**

Premier vice-président à la direction et vice-président du conseil, Banque CIBC

Club économique du Canada, Ottawa

Le 12 février 2014

---

Merci de votre aimable présentation, Derek. Bonjour mesdames et messieurs. Je voudrais prendre quelques minutes pour vous parler de l'une des plus importantes relations que le Canada entretient. Nos relations avec les États-Unis qui sont notre meilleur ami et notre principal partenaire commercial.

Bonjour. Je voudrais vous offrir aujourd'hui un point de vue sur l'avenir du Canada et l'avenir des relations canado-américaines pour les trois ou cinq prochaines années.

Je ne suis pas du tout futuriste, mais je suis un vieux de la vieille et l'expérience me porte à croire que le passé est notre meilleur indicateur, et aussi le plus fiable, des choses à venir.

Nous n'avons qu'à jeter un coup d'œil sur nos relations bilatérales avec les États-Unis. Même si les relations entre nos deux pays ne sont jamais statiques, l'histoire a prouvé que les occasions de modifier ses données fondamentales de base – d'enclencher une véritable transformation – ne surviennent que périodiquement. Cette occasion arrive presque exclusivement durant les 6 ou 18 premiers mois du mandat d'un nouveau président. C'est ce qui a été pendant longtemps la réalité de vivre aux côtés d'une démocratie aussi massive et compliquée.

C'est donc à nous qu'il incombe d'avoir une vision prospective en tant que pays. Nous devons dresser la liste de nos priorités, établir notre programme d'action et nous préparer en tenant à l'esprit cette courte fenêtre d'opportunité. La prochaine s'ouvrira en 2017 lorsque le nouveau président entrera en fonction et je ferais valoir ici aujourd'hui que ce sera une occasion lourde de conséquences pour le Canada – une occasion à laquelle nous devons nous préparer dès aujourd'hui.

Permettez-moi de commencer tout d'abord par faire le point où nous en sommes aujourd'hui. Quelles sont les réalités des relations canado-américaines à l'approche d'une élection en 2015 ici au Canada et maintenant que le président Obama entre dans ses trois dernières années au pouvoir? Quelles sont les tendances déterminantes qui influenceront cette relation – et les performances économiques de nos deux pays – au cours des années à venir? Mais ce qui compte le plus, que pouvons-nous faire pour relever les défis à venir et établir avec les Américains une relation encore plus solide, plus efficace et plus avantageuse pour les deux pays?

Commençons par le fait indisputable que les Canadiens et les Américains ont créé l'une des économies les plus prospères, les plus intégrées et les plus robustes du monde. L'accord de libre-échange a procuré des avantages réciproques aux deux pays. Nous avons, par exemple, mis sur pied le plus important système énergétique

du monde qui est aussi le plus intégré et le plus prospère. À part cela, nous commerçons et nous fabriquons des choses ensemble. Dans un monde instable et souvent hostile, nous devons protéger cette relation, les emplois qu'il soutient et la prospérité qu'elle a aidé à créer.

Cependant, malgré nos succès et en dépit des efforts des gouvernements successifs, nous avons constaté depuis le 11 septembre 2001 que la frontière est devenue plus dense et aussi que le nombre et l'intensité des irritants au commerce entre nos deux pays ont augmenté. La liste des irritants est longue et elle comprend le bois d'œuvre, les droits d'auteur, l'infrastructure frontalière et, tout dernièrement, l'oléoduc Keystone. Pris ensemble, ils ne correspondent pas à un renoncement de l'accord de libre-échange, mais ils mettent en évidence des obstacles institutionnels à la résolution des différends et à l'harmonisation de l'action.

En même temps, les relations que nous entretenions confortablement et familièrement dans le domaine de l'énergie ont été fondamentalement transformées par la révolution de l'approvisionnement en Amérique du Nord. Étayée par les marchés libres et l'innovation technologique, cette renaissance de la production de pétrole et de gaz a complètement bouleversé les relations au niveau de l'énergie entre le Canada et les États-Unis, avec de profondes incidences pour les deux pays – la plus importante étant peut-être le fait que le Canada et les États-Unis se trouvent maintenant en concurrence dans certains domaines, celui du gaz naturel liquéfié par exemple.

Pendant que la production d'énergie augmente, l'un des principaux défis de notre époque – la qualité de l'environnement en général et le changement climatique en particulier — reprend le devant de la scène au risque de compliquer davantage les relations entre le Canada et les États-Unis.

Le coût du changement climatique figurait en bonne place dans le programme du Forum économique mondial de Davos, ce qui met en évidence les préoccupations de plus en plus graves des dirigeants politiques et des chefs d'entreprises. Même si certains refusent de l'admettre ou de l'accepter, la réalité c'est que la politique énergétique et la politique environnementale sont devenues au 21<sup>e</sup> siècle les deux côtés de la même médaille. Cela survient au moment où les politiques canadiennes et américaines sur l'environnement divergent de plus en plus – ou sont au moins déphasées.

Bref, nous avons pas mal de dossiers à aborder. Cette volatilité aura des incidences pour toute une gamme de facteurs, notamment : la compétitivité industrielle de l'Amérique du Nord, les négociations commerciales hémisphériques, la souveraineté dans l'Arctique, les relations étrangères et, bien entendu, la sécurité continentale que nos deux pays ont tout intérêt à maintenir et à améliorer.

Aujourd'hui cependant, je ferai essentiellement le point sur l'énergie et l'environnement parce que c'est la principale lentille à travers laquelle les relations canado-américaines seront probablement examinées à court terme. Certains dossiers urgents nous causeront des difficultés en tant que partenaires sur le continent nord-américain. Mais une bonne occasion pourrait aussi se présenter lorsque le nouveau président entrera en fonction en 2017. C'est une occasion qui est importante pour l'avenir du Canada. Tout cela dépendra de la mesure dans laquelle nous mettrons les trois prochaines années à profit de manière intelligente et efficace pour nous préparer à négocier avec les Américains dans une position de force.

Lorsqu'il est question d'énergie, nous sommes en très dans une nouvelle ère. Grâce à la renaissance de la production de pétrole et de gaz en Amérique du Nord, l'objectif de sécurité continentale dans le domaine de l'énergie, autrefois un projet chimérique, est en train de se convertir en probabilité. Ce changement survient si rapidement que l'on prête peu attention au fait que le Canada et les États-Unis, en tant qu'amis et partenaires sur ce continent, ont une occasion qui est l'envie du monde industrialisé : la possibilité de développer nos ressources collectives davantage et d'en profiter – et le faire d'une manière qui garantit la sécurité dans le domaine de l'énergie, encourage la responsabilité environnementale et renforce notre puissance industrielle.

Considérez le potentiel. Considérez les avantages qu'en tirent déjà le Canada et les États-Unis :

Tout d'abord, les économies du Canada et des États-Unis ont été renforcées par la révolution dans l'énergie et elles peuvent en profiter davantage. Nos industries énergétiques sont devenues des locomotives de croissance. En fait, le boom dans le gaz naturel a déclenché quelque chose de comparable à une renaissance à la suite de la relocalisation de l'industrie manufacturière en Amérique du Nord. Même si le Canada a tardé à en profiter, l'avantage compétitif qu'en tire l'industrie aussi bien au Canada qu'aux États-Unis est identique et il est difficile de croire que les industries canadiennes gourmandes en énergie, y compris l'industrie pétrochimique, l'industrie lourde, le ciment et les engrais, ne s'en trouveront pas renforcées de la même manière au fil du temps.

Deuxièmement, en ce qui a trait aux questions de sécurité, le Canada et les États-Unis sont maintenant en mesure d'intervenir plus énergiquement sur la scène internationale. Même si cela s'applique davantage aux États-Unis, le Canada est de tous les pays G-7 le plus tributaire du commerce et tout le monde est conscient du renforcement de notre position dans un sens aussi bien continental qu'hémisphérique.

Troisièmement, ces événements renforcent le contexte nord-américain dans son ensemble et donnent aux deux pays des occasions inespérées de réduire leurs émissions de carbone. Les États-Unis, en particulier, peuvent les réduire considérablement en utilisant moins de charbon pour produire de l'électricité.

En dernier lieu, le Canada et les États-Unis sont en mesure de profiter d'un marché du gaz naturel véritablement mondialisé, qui relâchera le contrôle qu'exerçaient les principaux fournisseurs traditionnels de gaz, et ils pourront activement soutenir la concurrence dans de nouveaux marchés de gaz que d'autres fournisseurs avaient traditionnellement dominés.

À chacun de ces égards, le Canada et les États-Unis profiteront le plus si nous continuons d'envisager nos ressources énergétiques ensemble – pétrole, gaz naturel, hydroélectricité. Ces ressources sont réparties à travers notre continent d'une manière qui exige absolument une intégration économique. Notre objectif est d'exploiter ces succès antérieurs.

Nous devons exploiter nos ressources continentales ensemble.

Nos relations se sont au contraire résumées depuis de nombreuses années à un débat au sujet d'un seul projet d'oléoduc. Il est de notoriété publique que je suis un

ardent partisan de Keystone XL et je continue d'être optimiste à savoir s'il sera approuvé au cours des prochains mois. Il est tout simplement dans l'intérêt national des deux pays. Cependant, l'essentiel dans ce cas-là, c'est que nous devons prendre un peu de recul et envisager ensemble la question dans son ensemble.

Les progrès vers une intégration plus étroite dans le domaine de l'énergie – et de plus grands progrès dans d'autres aspects des relations entre le Canada et les États-Unis – ont été aussi entravés par la réalité moderne du système politique des États-Unis, y compris les divisions franchement partisans au sein du Congrès et la durée de plus en plus longue des campagnes politiques aux États-Unis.

En été et en automne, par exemple, toute l'attention au sud de la frontière se reportera sur les élections à mi-mandat – à savoir si les républicains réussiront à s'emparer du Sénat et ce que cela signifierait pour le reste du second mandat du président. En 2015, lorsque ceux qui briguent la présidence aux États-Unis commenceront à déclarer leur candidature, nos propres élections fédérales sont aussi prévues. Le gouvernement qui en sortira devra traiter avec un président qui en est à sa dernière année en fonction et avec un Congrès fixé sur les prochaines élections.

Il y a plus d'un an, j'ai prononcé un discours ici, dans cette ville, et j'ai mentionné combien il serait difficile d'attirer l'attention des Américains durant le second mandat du président Obama – un mandat destiné dès le début à se concentrer sur des questions nationales. C'est ce qui s'est avéré. La direction pour les prochaines années semble avoir déjà été fixée. Aussi absurde que cela puisse paraître maintenant, la prochaine occasion que le Canada aura d'entamer directement avec les États-Unis un dialogue sérieux et constructif sur des questions de fond ne surviendra pas avant 2017.

Cela ne signifie pas que nous ne sommes pas en mesure d'aller de l'avant au cours des deux prochaines années en ce qui concerne certaines questions en particulier.

Entre temps, nous devons certainement préserver nos intérêts avec vigilance à tous les échelons – pas seulement avec le gouvernement, mais aussi au Congrès et avec les États et le secteur privé. Nous devons aussi tourner nos regards vers 2017 et profiter en toute urgence du temps dont nous disposons.

Il nous faut tout d'abord mettre de l'ordre chez nous à divers égards, y compris en ce qui concerne la sécurité et l'infrastructure frontalière.

Deuxièmement, il nous faut réagir au fait que notre pays est tributaire du commerce – mais que nous avons fini par trop dépendre d'un seul marché.

En tenant cela à l'esprit, nous devons poursuivre le travail que le gouvernement – et en particulier le ministre Fast – a accompli afin d'obtenir un important nouvel accord commercial avec l'Union européenne. Nous devons aussi tourner désormais nos regards vers le Pacifique et mettre les prochaines années à profit pour négocier des accords avec les principaux pays du bassin Asie-Pacifique, y compris la Corée, le Japon et la Chine.

Troisièmement, nous devons veiller à nous placer dans la plus solide et la meilleure position possible pour négocier avec les États-Unis afin de renforcer le cadre politique du marché continental de l'énergie – et contrer une tendance politique qui menace d'aller à l'encontre des normes de marché libre qui définissent nos relations.

Je parle de l'émergence de normes infranationales dans diverses administrations américaines – des normes qui entravent le flot du pétrole canadien dans le marché américain et le développement des énergies renouvelables les plus efficaces d'Amérique du Nord.

En l'absence d'une action coopérative concertée sur l'énergie et la politique environnementale, des douzaines d'administrations américaines mettent au point leurs propres normes de carburant à faible teneur en carbone. Ces normes visent un seul but : l'exclusion du pétrole brut des sables bitumineux du marché américain.

Nous le constatons aussi dans le secteur de l'énergie renouvelable où de nombreuses administrations américaines mettent au point des normes obligatoires qui excluent l'hydroélectricité canadienne.

Il y a quelque chose que nous devons bien comprendre : accorder une importance prépondérante à la politique environnementale n'est pas exclusivement une question de moralité. Cela devient de plus en plus un impératif économique. Dans le monde entier, la vague de préoccupations que suscite le changement climatique a atteint sa crête il y a quelques années – mais ceux qui y prêtent attention peuvent déjà voir venir la prochaine vague. Cette vague viendra, et le Canada doit s'y préparer.

De nos jours, si on œuvre dans l'énergie, on le fait aussi dans la protection de l'environnement. C'est aussi simple que ça. C'est la raison pour laquelle le Canada et les États-Unis doivent collaborer afin de poursuivre des politiques environnementales qui sont dans notre intérêt mutuel et, tout aussi important, à notre avantage compétitif.

Qu'est-ce que j'entends par là? Lors de mon dernier voyage à Pékin, j'ai été encore une fois stupéfié par la pollution que les habitants doivent endurer dans leur vie de tous les jours. Le smog était tellement épais qu'on pouvait à peine discerner des édifices qui se trouvaient à un pâté de maisons. Cela nous rappelle vivement les avantages dont nous bénéficions en tant que Nord-Américains – et le fait que nos normes environnementales nous distinguent dans un marché compétitif pour le commerce, les investissements et les talents.

Il reste cependant beaucoup à faire. Si nous reportons nos regards vers l'avenir, au-delà d'une dizaine d'années, l'Amérique du Nord est tout à fait en mesure d'avoir la meilleure infrastructure énergétique du monde, pour ce qui est aussi bien de la production que des meilleures performances environnementales. Des sables bitumineux qui ont moins d'effets nuisibles. Un système électrique le plus propre, et une dépendance nettement moindre envers le charbon. Et bon nombre d'installations pour l'expédition du GNL au-delà du Pacifique, ce qui réduira l'utilisation du charbon dans des pays émergents.

Si notre objectif commun se rapporte véritablement au changement climatique et à la qualité de l'environnement, la diminution du nombre de centrales électriques alimentées au charbon en Chine et dans d'autres pays asiatiques est certainement un bon point de départ.

Ce sont des solutions continentales que l'on peut mieux développer – et c'est dans certains cas le seul moyen de s'y prendre – en coopérant avec les États-Unis. Nous aurons éventuellement l'occasion d'entamer le dialogue avec les États-Unis. Lorsque

viendra le moment, nous devons être prêts. Il nous faut collaborer avec les Américains pour atteindre un accord sur le changement climatique et les sables bitumineux. Si nous ratons cette occasion, cela signifiera pour l'essentiel que nous nous résignons à quatre ou huit autres années d'incertitude et de dérive au mieux – et au pire, nous retrouver pris au piège dans le filet de l'éthique en cours aux États-Unis à l'égard de la politique climatique.

Que doit donc accomplir le Canada au cours des trois prochaines années?

Nous devons tout d'abord aller de l'avant – rapidement et avec détermination – pour construire les pipelines Energy East et Northern Gateway, entre autres. C'est ce qui nous permettra d'exporter aux marchés émergents d'Asie et d'ailleurs.

Nous savons tous maintenant que l'accès à la côte ouest présente certaines difficultés particulières, notamment pour le pétrole – mais ce sont des difficultés d'ordre national que nous en tant que Canadiens pouvons et devons aborder et surmonter à court terme. L'équilibre entre l'offre et la demande d'énergie sur ce continent est tel que le Canada doit accorder à l'accès outre-mer une priorité urgente. Sinon, nous nous dirigeons vers une réalité dans laquelle il n'y aura pas de débouché pour la production en augmentation dans les sables bitumineux au-delà de 2020. Lorsqu'on s'entretient avec des gens dans le secteur de l'énergie, ils confirment que le marché continental produit déjà périodiquement une surabondance de pétrole canadien et américain résultant des prix qui sont considérablement moins élevés que les prix mondiaux pour le pétrole.

La réalisation de cet objectif exigera de la souplesse de la part du milieu d'affaires et un leadership politique. Cependant, les avantages compétitifs que nous obtiendrons si nous arrivons à transporter notre pétrole aux ports en eau profonde se feraient ressentir durant des décennies pendant que le Canada est en mesure d'approvisionner des marchés en forte croissance et dans lesquels la demande d'énergie augmente.

Deuxièmement, il nous faut aller de l'avant – ici encore, rapidement et avec détermination – afin de construire le long de la côte de la Colombie-Britannique des installations qui faciliteront l'exportation du gaz naturel liquéfié.

Nous avons tous entendu parler des prévisions optimistes sur ce qu'une vibrante industrie du GNL pourrait signifier pour la Colombie-Britannique et pour le Canada dans son ensemble. Cependant, l'industrie du gaz naturel est devenue extrêmement compétitive à l'échelle mondiale. C'est une industrie, comme je l'ai dit, dans laquelle nous livrerons concurrence aux Américains. Les États-Unis ont approuvé hier une autre licence d'exportation, ce qui porte le nombre total des licences d'exportation à cinq. Chaque mois qui passe sans une installation de GNL sur les côtes canadiennes et sans les pipelines pour acheminer le gaz à l'océan, nous tombons un peu plus en arrière.

Troisièmement, nous devons entamer et poursuivre un dialogue sincère avec nos Autochtones. L'accès à la côte ouest pour le pétrole et le gaz exige la participation des collectivités et des leaders des Premières Nations. Le processus n'est pas simple, mais il est essentiel.

En dernier lieu, nous devons continuer à améliorer nos performances environnementales – mettre sur pied le système électrique le plus propre du monde et réduire davantage les effets de la production de pétrole et de gaz.

Comme je l'ai mentionné auparavant, dans un monde préoccupé par le carbone, ou bien le Canada sera un leader au chapitre de l'environnement ou bien d'autres pays nous dicteront nos politiques environnementales. Si vous en doutiez, l'importance primordiale que le gouvernement américain accorde inlassablement à l'ampleur des émissions de gaz à effet de serre que produisent les sables bitumineux vous a certainement ouvert les yeux.

Parlons franchement : je ne crois pas que le Canada doit poursuivre une voie indépendante relativement aux émissions de carbone – une voie qui réduirait notre capacité à soutenir la concurrence. Nous devrions cependant être prêts à chercher une solution continentale et à y contribuer.

Ces quatre objectifs primordiaux que je viens d'énoncer devraient être poursuivis en tandem – ce qui signifie pour moi : l'augmentation de la production dans les sables bitumineux avec moins d'effets nuisibles à l'environnement, et distribuée partout au Canada, aux États-Unis et au-delà de l'océan en Asie. En plus de l'augmentation de la production de gaz naturel expédiée à des installations modernes le long de la côte de la Colombie-Britannique et de là à des marchés émergents. Et tout cela avec la participation active des Autochtones du Canada.

En tant que Canadiens, nous avons les ressources et l'ingénuité nécessaires pour occuper une position chef de file dans ces domaines. Nous avons la possibilité de nous placer dans une position de force pour négocier avec les Américains l'amélioration et l'avance de nos relations continentales dans le domaine de l'énergie.

À un certain point, nous devons nous demander : avons-nous la prévoyance? Avons-nous la volonté?

Permettez-moi de l'exprimer d'une autre façon : si nous nous laissons dériver au gré du courant pendant les prochaines années, si nous asseyons à la table avec les représentants du nouveau gouvernement américain en 2017 sans que nos pipelines soient en construction ou achevés, sans une ou deux installations de GNL sur la côte de la Colombie-Britannique, sans le consentement et la participation des Premières Nations comme partenaires économiques à part entière, sans prendre d'autres mesures pour réduire encore davantage les effets de notre production d'énergie sur l'environnement – si nous arrivons à la table comme un pays incapable de vendre son pétrole à quiconque d'autre que les Américains et sans intérêt à améliorer ses performances environnementales dans un monde de plus en plus préoccupé par le carbone, y a-t-il quelqu'un présent dans cette salle aujourd'hui qui croit qu'on nous prendra au sérieux? Y a-t-il quelqu'un qui s' imagine que le nouveau gouvernement se sentira obligé ou inspiré à écouter ce que nous avons à dire au sujet des avantages d'une intégration économique et énergétique plus étroite?

On pourrait en dire de même au sujet d'autres dossiers. Pour transformer cette relation, il faut essentiellement déclarer ce que l'on veut, mettre au point un plan bien précis pour le réaliser et prouver à son partenaire que l'on a les moyens pour y parvenir.

En ce qui concerne l'énergie, les prochaines années représenteront une excellente occasion pour le Canada. Ce que nous en ferons aidera à définir le succès de notre secteur – et en fait de notre économie dans son ensemble – pendant des dizaines d'années à venir.

Dans une perspective plus vaste, nous devons regarder au-delà des irritants actuels et nous pencher sur les occasions qui arriveront avec le nouveau président américain – l'occasion de négocier avec les Américains avec confiance et dans une position de force, et de transformer nos relations dans le domaine de l'énergie au profit des deux pays.

Pendant que nous nous tournons vers l'avenir, laissons-nous nous guider par ce que le passé nous a enseigné – à savoir que nos relations avec les Américains sont d'une importance capitale pour notre prospérité économique, et que les occasions de faire avancer et d'améliorer ces relations ne se présentent que rarement, et pendant de courtes périodes.

La prochaine occasion de négocier avec les États-Unis ne se présentera probablement pas avant 2017. Lorsque viendra ce moment, nous devons être bien préparés, déterminés et confiants. Nous devons être prêts. Nous ne pouvons pas perdre un seul moment afin de bien nous y préparer.

Merci.